Révélation : pourquoi Macron ne peut pas déplacer l’ambassade à Jérusalem – même s’il le voulait

écrit par Pikachu | 9 mars 2018

J’ai trouvé cet article excellent, riche et éclairant sur les mécanismes qui gouvernent notre politique au Moyen-Orient.
On y trouve des infos inédites sur la fessée déculottée reçue par Macron des Iraniens, la nullité profonde des énarques lobotomisés du Quai d’Orsay et notre incapacité à changer de vision pour le Moyen-Orient, quand bien même celui-ci n’a plus rien à voir avec celui d’il y a seulement deux ou trois ans.

Mercredi 7 mars, le président français Macron a déclaré que son gouvernement ne déplacera pas son ambassade à Jérusalem. Il a donné comme explication que selon lui, « *la reconnaissance des Etats-Unis à Jérusalem est une erreur* ».

Ce que dit Macron est aligné sur la politique étrangère de ses prédécesseurs. C’est la ligne constante, psycho-rigide dirais-je même, de la France vis-à-vis d’Israël : Macron n’apporte aucune valeur ajoutée, aucune intelligence, aucune réflexion

nouvelle à la façon de régler un problème complexe pour lequel les pistes proposées par la France, et auxquelles il s'accroche, ont toutes lamentablement échoué.

Cela a de quoi interpeller l'observateur politique auteur de ces lignes.

Un Moyen-Orient transformé, une politique étrangère française du passé

Le Moyen-Orient est en totale reconstruction. Les alliances ont profondément changé. L'Europe contemple en tapant du pied, impuissante, les 500 000 morts de Syrie.

Le Premier ministre Netanyahu, dont personne ne doutera qu'il a une meilleure connaissance de la situation locale que Macron, déclarait hier au Club Economique de Washington :

« Je pense qu'il y a un nouvel espoir à l'horizon que je n'ai jamais vu de mon vivant, et qui n'est pas lié aux Palestiniens, mais au monde arabe. En raison du danger croissant de l'Iran, de plus en plus, je dirais presque tous les pays arabes, ne voient plus Israël comme leur ennemi, mais comme leur allié vital pour contrer la menace de l'islam militant.

… l'autre chose que les Arabes voient, c'est que nous sommes unis pour mettre un terme à la plus grande menace de guerre islamique radicale que l'Iran représente.

De cette malédiction découle une bénédiction. La bénédiction, c'est cette relation extraordinaire entre nous, et je pense qu'en fin de compte, nous pourrions peut-être faire bouger les choses.

Nous avions l'habitude de dire que si nous faisons la paix avec les Palestiniens, nous allons sortir et normaliser nos relations avec le monde arabe. Je pense qu'en fait, cela pourrait plutôt fonctionner dans le sens inverse. Nous

normalisons nos relations avec le monde arabe pour aider à changer la perception des Palestiniens. »

Qu'on aime ou pas ce Premier ministre, ce qu'il dit est factuellement indiscutable.

Et pourtant Macron chante toujours la même rengaine… vieille de 30 ans. Et je vous explique bientôt pourquoi.

Avec la nouvelle alliance contre les Etats qui sponsorisent le terrorisme, établie par Trump entre les pays sunnites du statu quo lors de son historique visite en Arabie saoudite en mai 2017, les rapports de force se modifient, et étrangement, la position de la France est comme figée, rigidifiée par les événements : **la France n'a pas digéré que les pays arabes aient perdu la Guerre des 6 jours, elle s'est étranglée quand ils ont perdu la guerre de Kippour en 73, elle est tombée dans les pommes lorsqu'ils se sont vengés sur l'Occident en déclenchant la crise du pétrole.**

Quel que soit le président élu en France et en Israël ; quel que soit le dirigeant palestinien au pouvoir ; quelles que soient les agressions des terroristes du Hamas à Gaza ; quelle que soit la violence du conflit qui dure depuis 13 ans entre le Hamas et le Fatah et la politique des uns et des autres, **le Quai d'Orsay est incapable d'évoluer**. Son raisonnement est bloqué. Récemment, les jurés du concours de l'ENA disaient que les concurrents sont totalement incapables de penser par eux-mêmes. Imaginez bien qu'une fois hauts-fonctionnaires au Quai d'Orsay, cela ne s'améliore pas. Ils continuent d'appliquer des règles du passé qui n'ont jamais marché sans même comprendre qu'elles ne donneront pas de meilleurs résultats demain, parce qu'ils ne peuvent pas penser par eux-mêmes, donc réfléchir, donc analyser et innover, ou tout simplement comprendre la situation présente.

Mais tout cela a peu d'importance, la France a perdu sa centralité dans le monde, et son influence géopolitique est

réduite à néant, malgré son poste clé dans le club fermé des membres du Conseil de sécurité de l'ONU.

Quand les Etats-Unis ne se retirent pas de la scène internationale par la volonté d'un président Obama alter-mondialiste, il se produit ce que nous observons depuis l'élection du président Trump : Nikki Haley, l'ambassadrice américaine de choc auprès des Nations Unies, a envoyé le représentant palestinien dans les cordes il y a encore 10 jours, en lui disant que ses appels pour qu'elle se taise, il peut se les garder, et qu'elle n'a pas l'intention de cesser de dénoncer les mensonges du camp arabe, ce qu'elle fait à chaque cession. A coté, les propos de Macron sur la scène moyen-orientale ont, comment dire, à peu près autant d'impact que ceux que pourraient tenir la Principauté de Monaco, avec l'immense respect que j'ai pour le paradis fiscal qu'elle représente.

En Iran, Macron se prend un soufflet mémorable

Macron vient d'essuyer un humiliant revers, en Iran, dont vos médias n'ont pas parlé.

Il avait pensé pouvoir hausser le ton, avec l'Iran. Il a eu la maladresse d'un éléphant dans un magasin de porcelaine. Il a dénoncé bille en tête et à leur face les tentations hégémoniques du régime, et « exigé » l'abandon des programmes de missiles balistiques. Pour transmettre ce message, il a envoyé son ministre des Affaires étrangères, et ça s'est très mal passé.

Le voyage de Jean-Yves Le Drian à Téhéran s'est en effet soldé par l'échec cuisant des discussions sur les deux sujets principaux : la Syrie, et les missiles balistiques. Sur les deux dossiers, l'Iran a répondu non, et non, à la France qui est repartie penaude la queue entre les jambes.

- Ali Larijani, le président du parlement iranien a refusé de rencontrer le représentant français.

- Javad Zarif, ministre des Affaires étrangères iranien, a annulé la réunion prévue.
- Le voyage d'Emmanuel Macron a été annulé.
- Le président Rouhani a envoyé paître Macron en lui déclarant : *« pas question d'abandonner Assad, nous allons au contraire renforcer son pouvoir »*, et *« aucune concession sur les missiles balistiques ».*

C'est dans ce contexte de faiblesse et d'humiliation d'un Quai d'Orsay toujours déchiré entre le camp de l'esprit colonialiste et celui de la repentance, qu'il faut entendre Emmanuel Macron se poser en donneur de leçon au président Trump. Et ce n'est pas glorieux.

Macron se prend un râteau avec l'Iran, alors il montre les muscles avec Trump, ça redore son blason. C'est typique.

Bien entendu, la télévision ne vous a pas dit que Macron s'est ramassé en Iran : les médias sont sans doute peu indépendants, mais en ce qui concerne la politique étrangère, les journalistes obéissent strictement au Quai d'Orsay, de l'aveu public de journalistes spécialisés.

L'interdiction de déplacer l'ambassade remonte à 1981

Si le président Macron ne déplace pas son ambassade, c'est parce que les pays arabes ont fait un chantage à la France, et que la France s'est couchée faute d'alternative.

Lors de la 3e conférence du sommet islamique qui s'est tenu à La Mecque du 25 au 28 janvier 1981 (Source), la résolution n°2 sur « Al-Quds Al-Sharif » (le nom arabe pour Jérusalem) menace de sanctions économiques, c'est à dire pétrolière, tout Etat qui installe une ambassade à Jérusalem :

« confirmer l'engagement des États musulmans à utiliser toutes leurs potentialités de s'opposer à la décision israélienne d'annexer Al-Quds, l'adhésion à la décision d'imposer un boycott politique et économique [NDLR : pétrolier] aux États

qui reconnaissent la décision israélienne, contribuent à son application ou établissent des ambassades à Al-Quds Al-Sharif »

Voilà pourquoi la France accepte la demande faite depuis 10 ans de reconnaître Jérusalem-Est comme capitale d'un Etat palestinien (qui n'existera pas), et refuse celle faite depuis 1948 par Israël, alors qu'elle se dit prête à la division de Jérusalem.

La France ne peut même pas, sans aller jusqu'au courage de Trump (qui a fait les choses dans l'ordre, et s'est assuré, avant cette reconnaissance, que les Etats-Unis puissent subvenir à leurs besoins énergétiques), faire comme la Russie qui a déclaré Jérusalem Ouest capitale d'Israël. Sa crainte d'une crise énergétique fait d'elle l'otage de la politique arabe. Le résultat est aussi dans les rues des villes françaises.

Reproduction autorisée avec la mention suivante : © Jean-Patrick Grumberg pour Dreuz.info.

https://www.dreuz.info/2018/03/08/revelation-pourquoi-macron-ne-peut-pas-deplacer-lambassade-a-jerusalem-meme-sil-le-voulait/